



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

hausse du prix des carburants

Question au Gouvernement n° 960

Texte de la question

HAUSSE DU PRIX DES CARBURANTS

M. le président. La parole est à M. Pierre Vatin, pour le groupe Les Républicains.

M. Pierre Vatin. Monsieur le Premier ministre, depuis le 1er janvier 2018, vous avez augmenté les impôts et les taxes de 4,5 milliards d'euros, mais vous avez surtout augmenté massivement les taxes sur les carburants.

M. François-Michel Lambert. Et diminué la vitesse autorisée !

M. Pierre Vatin. Or, aujourd'hui, sous l'effet de cette taxation sans précédent et de la hausse du prix du baril, l'essence et le diesel atteignent des prix extrêmement élevés pour nos compatriotes. Rendez-vous compte : dans ma circonscription, le prix du gazole à la pompe s'élevait hier soir à 1,46 euro le litre, et presque 1,60 euro pour le sans-plomb 98. C'est plus de 30 centimes par litres depuis un an ! C'est une perte de pouvoir d'achat insupportable pour tous les Français, parfois modestes, qui n'ont pas d'autre choix que d'utiliser leur voiture – vous le savez bien, nous vous l'avons déjà dit à plusieurs reprises.

Cela affecte aussi l'activité économique de nombre d'indépendants, artisans et livreurs qui ont besoin d'utiliser leur voiture ou leur camion tous les jours. Augmenter le prix des carburants, c'est pénaliser les marges et le prix de vente, c'est en fait pénaliser les deux parties ! Hélas, les prix à la pompe continueront de flamber puisque les taxes que vous avez votées augmenteront de manière constante d'ici à 2021.

Surtout, avec votre système, cela ne réduira jamais la quantité de CO2 répandue dans l'atmosphère. Il n'y a qu'à regarder la courbe de la consommation des produits pétroliers en France : elle ne change pas depuis de très nombreuses années.

Alors, monsieur le Premier ministre, je vous le demande, qu'allez-vous faire quand le prix du carburant dépassera les deux euros ? Qu'allez-vous faire pour éviter que, demain, aller au travail ou partir en vacances en voiture ne devienne un luxe ?

Je vous serais reconnaissant, enfin, de penser à nos compatriotes modestes qui ne disposent pas de transports en commun pour se déplacer...

Une députée LR . Il y en a beaucoup !

M. Pierre Vatin. ...et de cesser de penser aux recettes de l'État qui, ici, n'ont qu'un seul effet : grever le budget des plus modestes d'entre nous. (*Applaudissements sur les bancs des groupe LR et GDR, ainsi que sur quelques bancs du groupe NG*).

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Mme Delphine Gény-Stephann, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, vous soulignez que nos concitoyens sont sensibles à l'augmentation du prix des carburants, ce dont nous sommes conscients. C'est pourquoi notre politique d'incitation environnementale doit être non seulement résolue, mais aussi équilibrée et juste (*Exclamations sur les bancs du groupe LR*) : à l'alignement progressif de la fiscalité du diesel et de l'essence, nous ajoutons la prime à la conversion, le chèque énergie – de 150 euros en moyenne – et la prorogation du crédit d'impôt transition énergétique, le CITE.

Un député du groupe LR . C'est nul !

Mme Émilie Bonnivard. Ce n'est pas sérieux !

Mme Delphine Gény-Stephann, secrétaire d'État. Surtout et avant tout, nous voulons travailler en profondeur pour faire en sorte que le travail paie mieux en France, que notre modèle de croissance crée davantage d'emplois grâce à la réforme du code du travail, au développement des compétences (*Protestations sur les bancs du groupe LR*), au plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises – PACTE – qui vous sera bientôt soumis.

Par ailleurs, les charges sur les salaires doivent être allégées – puisque vous parlez d'argent, l'intéressement et la participation doivent être généralisés. Il faut également que notre modèle soit plus juste, avec une réévaluation de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, des aides aux modes de gardes pour les familles monoparentales et de la prime d'activité.

Toutes ces mesures, auxquelles s'ajoute la disparition progressive de la taxe d'habitation, contribueront à soutenir le pouvoir d'achat des Français. Celui-ci devrait croître en 2018 de 1,6 %, selon les évaluations de mon ministère.

Nous sommes mobilisés pour faire en sorte que les finances de nos concitoyens soient plus robustes pour faire face aux évolutions du prix des carburants. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR. – Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Pierre Vatin](#)

Circonscription : Oise (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 960

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Économie et finances (Mme la SE)

Ministère attributaire : Économie et finances (Mme la SE)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 juin 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [6 juin 2018](#)